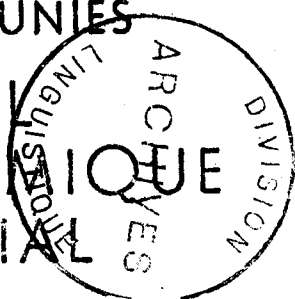


NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/1721
19 juin 1950

FRANCAIS
Original: ANGLAIS



Distr. double

Onzième session

Point 19 de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Clause fédérale et clause coloniale

Rapport du Secrétaire général

1. C'est en réponse à une demande présentée par la Commission des droits de l'homme, qui a chargé le Secrétaire général de présenter "un rapport sur les articles 24 et 25, traitant de l'aspect juridique des mesures que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées auraient déjà prises à ce sujet" (E/1681, paragraphe 26) que le présent rapport a été rédigé. Les articles 24 et 25 mentionnés dans la demande en question sont généralement désignés sous les noms de ~~clause fédérale~~ et de clause coloniale. Dans le présent texte du projet de Pacte, ces articles ont été affectés d'un autre numéro et la clause fédérale figure à l'article 43 (ancien article 24) et la clause coloniale à l'article 44 (ancien 25) (E/1681, Annexe I, pages 60 sqq et 64 sqq).

2. Pour préparer le présent rapport, le Secrétaire général s'est inspiré des débats qui se sont déroulés au sein de la Commission à l'époque où elle a décidé de présenter une demande de rapport. A ce propos, le Président de la Commission et le représentant de l'Uruguay, qui avait le premier proposé de faire établir ce rapport, se sont mis d'accord pour que le rapport traite seulement des précédents et de la pratique des Nations Unies (E/CN.4/SR.17, paragraphes 133 et 138).

3. En conséquence, le Secrétaire général a pris pour hypothèse que le rapport devrait porter sur les débats des organismes des Nations Unies et les décisions prises par eux, ainsi que sur les textes mêmes des conventions, sans essayer d'en étudier les incidences juridiques et politiques.

4. Le rapport ci-après est divisé comme suit:

Première partie: Clause fédérale

A.- La clause fédérale dans la Constitution de l'Organisation internationale du travail.

B.- Examen par l'Assemblée générale d'un projet de clause fédérale à insérer dans la convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui.

C.- Examen par la Commission des droits de l'homme d'un projet de clause fédérale à insérer dans le projet de pacte des droits de l'homme.

Deuxième partie: Clause coloniale

A.- Texte des clauses coloniales que contiennent les conventions adoptées par les organismes des Nations Unies.

B.- Conventions qui ne contiennent pas de clause coloniale ou qui doivent, en vertu d'une clause expresse, être ipso facto appliquées dans les territoires non autonomes.

C.- Clauses concernant les territoires non autonomes de la Constitution de l'Organisation internationale du travail.

D.- Résumé des débats de l'Assemblée générale concernant la clause coloniale.

E.- Références aux débats qui ont eu lieu lors de l'examen du projet de pacte des droits de l'homme à propos de la clause coloniale.

Première partie: Clause fédérale

5. A la différence de la clause coloniale, la clause fédérale ne figure dans aucune des conventions adoptées ou approuvées jusqu'à présent par l'Assemblée

générale. La seule convention internationale élaborée dans le cadre des Nations Unies où elle figure, à notre connaissance, est la Constitution de l'Organisation internationale du travail de 1946. Toutefois, des propositions tendant à l'insertion d'une clause fédérale ont été faites à propos de deux conventions établies par des organismes des Nations Unies, à savoir la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, et le projet de Pacte des droits de l'homme.

En conséquence, la présente partie du rapporte comporte trois sections, comme suit:

- a) La clause fédérale dans la Constitution de l'Organisation internationale du travail;
- b) Examen par l'Assemblée générale d'un projet de clause fédérale à insérer dans la convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui;
- c) Examen par le Comité de rédaction de la Commission des droits de l'homme d'un projet de clause fédérale à insérer dans le **projet de Pacte des droits de l'homme.**

(A) La clause fédérale dans la Constitution de l'Organisation internationale du travail

6. La Constitution actuelle de l'Organisation internationale du travail contient une clause fédérale, au paragraphe 7 de l'Article 19. Cette clause concerne l'obligation des membres à l'égard des conventions et des recommandations destinées à être ratifiées ou à être incorporées dans les législations nationales. Afin de comprendre l'application de la clause fédérale, il est nécessaire d'étudier le régime des conventions et recommandations que prévoit la Constitution de l'Organisation internationale du travail.

7. Aux termes de la Constitution de l'Organisation internationale du travail, des normes internationales de travail sont formulées dans les conventions et

recommandations que les membres de l'Organisation sont tenus de renvoyer aux autorités nationales compétentes en vue de leur mise en oeuvre effective. Ces conventions et recommandations n'ont pas force obligatoire pour les membres du simple fait qu'elles ont été adoptées par la Conférence, mais leur adoption met tous les membres de l'Organisation dans l'obligation juridique précise de prendre certaines mesures ayant pour but de rendre plus probables la ratification des conventions et la mise en oeuvre des recommandations.

8. La Constitution de l'Organisation internationale du travail exige expressément de chacun de ses membres qu'il soumette les conventions et recommandations aux autorités nationales compétentes; de plus, ces membres doivent informer le Directeur général des mesures prises en vertu de cette obligation et préciser quelles sont les autorités considérées comme compétentes, et les décisions de celles-ci. Si une convention n'obtient pas l'assentiment des autorités compétentes, les membres ne seront soumis à aucune autre obligation si ce n'est qu'ils devront faire rapport à des périodes appropriées sur l'état de leur législation et sur leur pratique concernant les questions qui font l'objet de la convention, en précisant dans quelle mesure l'on a donné suite ou l'on se propose de donner suite aux dispositions de la convention. Une disposition analogue impose l'obligation de faire rapport dans les cas où il n'a pas été donné suite aux recommandations.

9. Dans le cadre de ces dispositions, il est stipulé au paragraphe 7 de l'article 19 que:

" dans le cas où il s'agit d'un Etat fédératif, les dispositions suivantes seront appliquées:

- a) à l'égard des conventions et des recommandations pour lesquelles le gouvernement fédéral considère que, d'après son système constitutionnel, une action fédérale est appropriée, les obligations de l'Etat fédératif seront les mêmes que celles des Membres qui ne sont pas des Etats fédératifs;
- b) à l'égard des conventions et des recommandations pour lesquelles le gouvernement fédéral considère que, d'après son système constitutionnel,

une action de la part des Etats constitutants, des provinces ou des cantons, est, sur tous les points ou sur certains points, plus appropriée qu'une action fédérale, ledit gouvernement devra:

- i) conclure, en conformité avec sa constitution et les constitutions des Etats constitutants, des provinces ou des cantons intéressés, des arrangements effectifs pour que ces conventions ou recommandations soient, au plus tard dans les dix-huit mois suivant la clôture de la session de la Conférence, soumises aux autorités appropriées fédérales, ou à celles des Etats constitutants, des provinces ou des cantons en vue d'une action législative ou de toute autre action;
- ii) prendre des mesures, sous réserve de l'accord des gouvernements des Etats constitutants, des provinces ou des cantons intéressés, pour établir des consultations périodiques entre les autorités fédérales d'une part, et les autorités des Etats constitutants, des provinces ou des cantons d'autre part, en vue de développer à l'intérieur de l'Etat fédératif une action coordonnée destinée à donner effet aux dispositions de ces conventions et recommandations;
- iii) informer le Directeur général du Bureau international du Travail des mesures prises en vertu du présent article pour soumettre ces conventions et recommandations aux autorités appropriées fédérales des Etats constitutants, des provinces ou des cantons, en lui communiquant tous renseignements sur les autorités considérées comme autorités appropriées et sur les décisions de celles-ci;
- iv) au sujet de chacune de ces conventions qu'il n'aura pas ratifiées, faire rapport au Directeur général du Bureau international du Travail, à des intervalles de temps appropriés, selon ce que décidera le Conseil d'administration, sur l'état de la législation et de la pratique de la fédération et des Etats constitutants, des provinces ou des cantons concernant la question qui fait l'objet de la convention, en précisant dans quelle mesure il a été donné suite aux

dispositions de la convention par voie législative, par voie administrative, par voie de contrats collectifs ou par toute autre voie;

- v) au sujet de chacune de ces recommandations, faire rapport au Directeur général du Bureau international du Travail, à des intervalles de temps appropriés, selon ce que décidera le Conseil d'administration, sur l'état de la législation et de la pratique de la fédération et de ses Etats constitutants, de ses provinces ou de ses cantons concernant la question qui fait l'objet de la recommandation, en précisant dans quelle mesure il a été donné ou l'on se propose de donner effet aux dispositions de la recommandation et en indiquant quelles modifications de ces dispositions semblent ou pourront sembler nécessaires pour les adopter ou les appliquer".

10. Il convient de noter que cette clause a été adoptée en remplacement du paragraphe 9 de l'article 19 du texte initial de la Constitution de l'Organisation internationale du travail. Ce paragraphe stipulait simplement que:

"Dans le cas où il s'agit d'un Etat fédératif dont le pouvoir d'adhérer à une convention sur des objets concernant le travail est soumis à certaines limitations, le Gouvernement aura le droit de considérer un projet de convention auquel s'appliquant ces limitations comme une simple recommandation et, les dispositions du présent article en ce qui regarde les recommandations, s'appliqueront dans ce cas".

11. Le texte actuel de la clause fédérale avait pour but de réduire, dans une certaine mesure, (sans les faire disparaître entièrement) les différences qui existent entre les Etats fédératifs et les Etats unitaires en matière d'obligations. On trouvera, dans le "Rapport de la délégation de la Conférence pour les questions constitutionnelles sur les travaux de sa deuxième session" de l'OIT (Conférence internationale du travail, vingt-neuvième session, 1946, Rapport II (1) pp.181 sqq.), une étude utile sur l'historique et sur les raisons de cette modification.

- (B) Examen par l'Assemblée générale d'un projet de clause fédérale à insérer dans la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui.
-

12. Au cours de sa quatrième session, l'Assemblée générale, a procédé à l'examen d'un projet de clause fédérale à insérer dans la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui. Ce projet de clause fédérale en question avait à l'origine été présenté par les Etats-Unis d'Amérique (A/C.3/L.13, page 3). La Troisième Commission le renvoya ultérieurement pour examen et étude à la Sixième Commission (A/C.6/L.66, page 6). La Sixième Commission constitua un Sous-comité chargé d'examiner cette question ainsi que d'autres questions juridiques et le Sous-comité, à son tour, désigna un groupe de travail chargé d'examiner les problèmes soulevés. Au cours de l'étude de cet article par le groupe de travail, les Etats-Unis acceptèrent certains amendements proposés par la France; il en résulta que l'article examiné par le groupe de travail était rédigé comme suit (les amendements français sont soulignés):

"Dans le cas d'un Etat fédéral ou non unitaire, les dispositions suivantes seront applicables:

- "a) En ce qui concerne les articles de la présente Convention qui auront été reconnus conformément aux règlements constitutionnels de cet Etat comme pouvant se prêter en tout ou en partie à une action fédérale, les obligations incombant au Gouvernement fédéral seront dans cette mesure les mêmes que celles qui incombent aux parties qui ne sont pas des Etats fédéraux;
- b) En ce qui concerne les articles qui auront été reconnus conformément aux règlements constitutionnels de cet Etat comme pouvant se prêter en tout ou en partie à une action de la part des Etats, provinces, cantons ou territoires qui le constituent, le Gouvernement fédéral communiquera le plus tôt possible ces articles aux autorités compétentes des Etats, provinces ou cantons, avec des recommandations favorables" (A/C.6/L.88/Sec.II).

"Dans son rapport sur ce nouvel article, le groupe de travail exposa comme suit son attitude:

"Le groupe de travail a étudié cet article, mais a conclu que la question de principe soumise devrait être renvoyée dans recommandation au Sous-comité. Les raisons qui militent pour et contre cet article peuvent être exposées brièvement. Son adoption permettrait de surmonter la difficulté à laquelle se heurtent les Etats fédéraux que leur système constitutionnel obligerait à renvoyer l'objet même de la Convention à leurs parties constituantes. Ces Etats fédéraux, a-t-il été indiqué, ne peuvent et ne veulent devenir parties à une convention de cet ordre si le gouvernement fédéral y doit souscrire à toutes les obligations de la Convention, même celles qui sont considérées comme appelant une action sur le plan local. D'autre part, il a été constaté que l'article en question permettrait à un Etat fédéral de devenir partie à la Convention sans assumer toutes les obligations auxquelles ont souscrit les autres parties à la Convention et il a été souligné qu'une convention internationale ne devrait pas favoriser certains Etats, en raison des caractéristiques particulières de leur constitution ou de leur structure gouvernementale".*)

13. Dans le rapport du Sous-comité à la Sixième Commission, deuxième partie, (A/C.6/L.88) il est déclaré que la Sous-commission n'a pas adopté de recommandation concernant le projet de clause fédérale et a décidé simplement d'en renvoyer le texte à la Sixième Commission pour examen.

14. A la deux-cent-unième séance de la Sixième Commission, le Président ouvrit le débat sur le rapport de la Sous-commission, deuxième partie (Documents officiels de la Quatrième session de l'Assemblée générale, Sixième Commission, 201ème séance, paragraphe 83). Les positions prises par plusieurs délégations en ce qui concerne la clause fédérale sont exposées en détail ci-après.

*) Le rapport du Groupe de travail à la Sous-commission n'a pas reçu de cote.

15. Le représentant des Etats-Unis exposa comme suit les raisons qu'il avait de se prononcer en faveur d'une clause fédérale:

"Dans son pays, les questions dont traite la Convention en discussion sont, à bien des égards, de la compétence des organes législatifs des Etats fédérés. Le Gouvernement fédéral, certes, exerce un contrôle important, mais non pas complet, sur la traite des êtres humains, dans la mesure où elle intéresse le territoire de plusieurs Etats fédérés ou de plusieurs Etats souverains, mais il ne saurait prétendre exercer un contrôle sur toutes les questions d'ordre législatif ou administratif. Le gouvernement fédéral ne saurait davantage imposer aux gouvernements des divers Etats fédérés la façon dont ceux-ci doivent agir à cet égard. Pour que les Etats-Unis puissent signer la Convention, il faut donc que les obligations qui leur incombent soient définies de façon précise lorsque ces obligations concernent des questions qui sont de la compétence des gouvernements fédérés et non du pouvoir central"(paragraphe 84) *)

✓ L'orateur se déclara partisan d'insérer dans le texte l'expression "Etats non unitaires" et déclara que des problèmes analogues pouvaient se poser dans lesdits Etats comme dans les Etats fédérés. La constitution de l'OIT, ajouta-t-il, prévoit expressément des problèmes du même genre; puis il traita comme suit de diverses critiques relatives à cette clause:

"On peut prévoir que trois critiques principales seront faites à la clause concernant les Etats fédéraux ou non unitaires. On pourra dire d'abord qu'en droit international il est indispensable que les Etats ne puissent se réclamer de leur législation interne pour excuser la non-exécution de leurs obligations internationales. Mais c'est là précisément la raison pour laquelle la clause en question est nécessaire. Les Etats-Unis ne promettent pas ce qu'ils ne peuvent tenir, et la délégation des

*) La référence à ce paragraphe, et les références suivantes concernent les Documents officiels de la quatrième session de l'Assemblée générale, Sixième Commission, 20ième séance.

Etats-Unis tient à déclarer par avance qu'il est des domaines dans lesquels la promulgation volontairement effectuée de textes législatifs par les Etats fédérés est indispensable.

"On objectera aussi que les obligations assumées ne sont pas réciproques. Un Etat unitaire peut tout promettre sans condition. Un Etat non unitaire ou fédéral ne s'engage que dans la mesure où sa constitution lui permet de le faire. L'argument ne manque pas d'une certaine logique, mais il ne faut pas oublier que l'objectif recherché est la méthode par laquelle il sera possible de remédier aux maux que la convention cherche à combattre. De l'avis de la délégation des Etats-Unis, la clause fédérale, en garantissant certaines actions du gouvernement central et en encourageant les réformes locales s'effectuant progressivement, constitue un instrument plus utile que ne serait une simple clause d'exécution automatique, dont l'insertion aurait pour effet d'empêcher certains Etats de collaborer à l'action internationale dans ce domaine.

"Enfin, on pourra objecter que le texte ne stipule pas en détail quelles sont les dispositions de la convention qui seront appliquées par le gouvernement central ou fédéral et quelles sont celles qui feront l'objet de recommandations à l'adresse des Etats fédérés ou des gouvernements locaux, de sorte que les Etats unitaires ne sauront pas, dès le début, quelles obligations auront assumées les Etats non unitaires. Dans le cas des Etats-Unis, dont la législation est bien connue, le rôle principal et les obligations du gouvernement fédéral ne laisseront guère place au doute. Les recommandations adressées aux Etats fédérés et les mesures que prendront les organes législatifs de ceux-ci seront publiées et feront l'objet d'un rapport. Il y aura des cas d'incertitude, mais cela est conforme à la nature des choses, comme le savent fort bien ceux qui connaissent les conditions dans lesquelles se développe le droit. Nul ne saurait escompter qu'un gouvernement quelconque se hasarde à prédire les limites précises et l'évolution d'un tel développement futur. Si l'on exigeait qu'il le fît, on courrait le risque de réduire le domaine réservé à l'action fédérale, c'est-à-dire d'aller à l'encontre des intentions mêmes de la convention". (Paragraphe 87-89).

16. Le représentant de l'URSS rappela ensuite

"que pas plus la convention sur le génocide que toutes les autres conventions conclues sous les auspices des Nations Unies ne contiennent une clause du genre de celle que proposent les délégations des Etats-Unis et de la France".

Puis il déclara que:

"de l'avis de la délégation de l'URSS c'est là une raison suffisante pour refuser d'insérer une telle clause dans la Convention que la Commission est en train d'examiner". (paragraphe 91).

Le représentant de l'URSS estima que la clause fédérale pourrait se concevoir dans des conventions portant sur des questions économiques, mais qu'elle ne se comprendrait pas aussi bien dans une convention du type particulier dont il s'agit. (paragraphe 92-94).

M. KORETSKY rappela ensuite:

"que la délégation des Etats-Unis n'avait pas proposé d'insérer la clause fédérale dans la Convention sur le génocide. Il espère qu'elle n'insistera pas pour l'introduire dans la Convention en discussion" (paragraphe 95).

17. La représentante de la France exposa ensuite les raisons pour lesquelles l'expression "Etats non unitaires" avait été insérée, et elle expliqua qu'en raison de la complexité extrême du système politique constitutionnel de la France et de l'Union française, une clause du genre proposé était nécessaire à l'application de la Convention dans toute l'Union française (paragraphe 96-101).

18. Le représentant du Canada, qui appuya également le projet de clause, fit en particulier état de la complexité du problème de la mise en oeuvre des obligations internationales pour les Etats fédéraux, ainsi que de l'expérience acquise en cette matière, qui a entraîné, en 1946, la revision de la constitution de l'OIT. C'est de la clause fédérale contenue dans cette constitution, à l'article 19, paragraphe 17, déclara-t-il, que s'inspire la clause dont a été saisie la Commission (paragraphe 102-106); puis ajouta:

"Si la délégation du Canada est en faveur de l'inclusion de la clause fédérale proposée par les Etats-Unis et la France, ce n'est pas que celle-ci réponde, pour le Canada, à des nécessités constitutionnelles dans ce cas particulier; c'est parce que cette délégation espère que la clause en question servira de précédent pour d'autres conventions d'ordre social ou humanitaire qui sont actuellement en préparation, et notamment, pour le pacte des droits de l'homme, car, pour le Canada comme pour les autres Etats fédéraux, l'inclusion de cette clause dans le Pacte constituera une nécessité d'ordre constitutionnel" (paragraphe 107).

19. Le représentant de l'URSS, après avoir parlé du point de vue de la délégation française, déclara que:

"la Troisième Commission a déjà rejeté la clause coloniale qui devrait répondre à des situations non moins complexes que celles auxquelles doit parer la clause fédérale. Il serait pour le moins étrange que l'on remplace l'une par l'autre et que l'on veuille faire jouer à la clause fédérale le rôle qui devait être celui de la clause coloniale, à savoir de créer des obstacles à l'application de la Convention dans certaines parties des Etats non unitaires". (paragraphe 116).

Le représentant de l'URSS fit valoir ensuite que c'était pour ces raisons que l'URSS demandait à la Commission de rejeter la clause fédérale. Le représentant de Cuba et le représentant de l'Australie estimèrent l'un et l'autre que la clause proposée n'offrirait pas de garantie suffisante aux Etats unitaires contre les abus possibles de la part des Etats fédéraux.

20. A la 202ème séance, le représentant de la Pologne déclara s'opposer à la clause, en prétendant qu'elle équivaudrait à réintroduire sous une autre forme la clause coloniale déjà rejetée par la Troisième Commission. A son avis, insérer la clause fédérale équivaudrait à réinsérer la clause coloniale avec toutes les conséquences qu'elle entraîne (paragraphe 2 - 5).*

*) Ces références et les références suivantes concernent les Documents officiels de la quatrième session de l'Assemblée générale, Sixième Commission, 202ème séance.

21. Selon le représentant du Royaume-Uni, insérer dans la Convention une clause fédérale en excluant la clause coloniale serait illogique. Il eût préféré voir introduire dans la Convention une clause coloniale comme celle qui figurait à l'origine dans le projet de Convention soumis à l'examen de la Troisième Commission. Toutefois, cette clause ayant été supprimée, il se déclara partisan de la clause fédérale, étant entendu que le Royaume-Uni se considérerait comme un Etat non unitaire (paragraphe 11-16).

22. Par ailleurs, le représentant de l'URSS déclara que, puisque la Troisième Commission avait supprimé la clause d'application aux colonies, il était nécessaire de rejeter la clause fédérale.

" Tout en se rendant compte que les Gouvernements d'Etats fédéraux ne peuvent accepter la Convention sans avoir au préalable consulté les unités qui les constituent, il estime que ces Gouvernements feraient mieux de commencer par prendre toutes les mesures préliminaires utiles et de n'accepter la convention que lorsqu'ils seront en mesure d'assumer toutes les obligations ~~qu'elle~~ comporte".

Il tint toutefois à préciser que:

"il n'entrerait pas dans ses intentions de jeter le discrédit sur le système des Etats fédéraux; cependant, il faut tenir compte de la manière dont fonctionne ce système et les Etats fédéraux ne devraient pas adhérer à la convention avant que tous les Etats qui les composent n'aient pris les dispositions préliminaires nécessaires".(paragraphe 17 à 19).

23. Le représentant de l'Argentine déclara notamment qu'il reconnaissait la nécessité d'une clause fédérale en ce qui concerne certains Etats fédéraux; mais selon lui une telle clause ne devrait pas être interprétée comme constituant une clause d'application aux colonies (paragraphe 29-32).

24. A la 203ème séance, un amendement commun a été proposé à l'Inde, l'Australie et l'Argentine. Cet amendement était ainsi conçu:

"Dans le cas d'un Etat fédéral, les dispositions suivantes seront applicables:

- "a) En ce qui concerne tout article de la présente Convention dont l'application est considérée par l'Etat fédéral comme pouvant se prêter, en tout ou en partie, à une action fédérale, ou à une action du gouvernement central, les obligations incombant au gouvernement fédéral ou au gouvernement central seront, dans cette mesure, les mêmes que celles qui incombent aux parties qui sont des Etats non fédéraux.
- "b) En ce qui concerne tout article de la présente Convention dont l'application est considérée par l'Etat fédéral comme étant, en tout ou en partie, du ressort d'une unité (Etat, province ou canton) de l'Etat fédéral, le Gouvernement fédéral intéressé en informera les autorités compétentes de cette unité et leur recommandera l'adoption de cet article ". (A/C.6/L.97).

25. La suite de la discussion qui se déroula au sein de la Commission après l'introduction de cet amendement porta surtout sur des questions de procédure, notamment sur le point de savoir si la Commission était compétente pour discuter le problème de la clause coloniale et celui de la clause fédérale. Il fut répondu par la négative en ce qui concerne le premier et par l'affirmative en ce qui concerne le second. Puis la Commission par 13 voix contre 12, avec 11 abstentions, se prononça en faveur de l'inclusion dans la convention d'une clause fédérale (paragraphe 60, 203ème séance). Toutefois, la Commission rejeta par la suite, tant la proposition commune de l'Argentine, de l'Australie et de l'Inde, que la proposition initiale des Etats-Unis et de la France (paragraphe 75-76, 203ème séance). En conséquence, aucune clause fédérale ne fut renvoyée à la Troisième Commission.

26. La Troisième Commission procéda à un bref examen de la clause fédérale après avoir reçu le rapport de la Sixième Commission. Le représentant de la France souleva la question en attirant l'attention de la Commission sur le

fait que la Sixième Commission avait décidé d'inclure une clause fédérale, mais avait rejeté les propositions précises présentées à la Commission. Plusieurs représentants s'opposèrent à l'examen de la question pour des raisons de procédure, en déclarant qu'il était trop tard pour que la Commission procédât à l'examen d'une nouvelle proposition. La Commission décida alors que la proposition du représentant de la France n'était pas recevable. (Documents officiels de la quatrième session de l'Assemblée générale, Troisième Commission, 269ème séance, paragraphe 28).

C. Examen par la Commission des droits de l'homme d'un projet de clause fédérale à insérer dans le projet de Pacte des droits de l'Homme

27. Afin de compléter l'étude de la question de la clause fédérale dans le cadre des Nations Unies, il est nécessaire de rappeler brièvement l'historique de cette clause dans le cadre du projet de pacte des droits de l'homme.

28. C'est le représentant des Etats-Unis qui proposa le premier au "groupe de travail de la convention des droits de l'homme", qui s'est réuni pendant la deuxième session de la Commission des droits de l'homme, au mois de décembre 1947, d'inclure dans le projet de pacte une clause fédérale (E/CN.4/AC.3/SR.8, 10 décembre 1947). Le projet américain fut amendé par une proposition du Liban tendant à ajouter au 2ème paragraphe les mots "avec une recommandation favorable". La clause fut alors adoptée par le groupe de travail et incorporée ultérieurement dans le projet de pacte examiné par la Commission des droits de l'homme à sa deuxième session (E/600, Annexe B, article 24 du projet de pacte).

29. La clause fédérale (actuellement article 24) fut ensuite examinée par le comité de rédaction de la Commission, lors de sa session de mai 1948 (E/CN.4/AC.1/SR.24) et fut insérée dans le projet de pacte international présenté à la troisième session de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/95, Annexe B, article 24). A son tour, ce projet fut renvoyé au Conseil par la Commission (E/800).

30. L'examen de la clause fédérale se poursuivit au cours de la cinquième session de la Commission des droits de l'homme, tenue en juin 1949. La Commission était saisie à ce moment d'une proposition de l'Inde concernant ledit article

(E/CN.4/240) et d'un texte amendé de l'alinéa (a) proposé par les Etats-Unis (E/CN.4/225). Le Royaume-Uni avait également proposé un amendement au deuxième alinéa de l'article (E/CN.4/320). Au cours de la discussion, la Commission entendit le Président, parlant en sa qualité de représentant des Etats-Unis, exposer ses raisons en faveur de la clause fédérale. Après de nouveaux débats, la Commission décida de communiquer aux Gouvernements le projet initial d'article, ainsi que les amendements proposés et le compte rendu des débats (E/CN.4/SR.129). On trouvera dans le rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa sixième session à propos de l'article 43 du projet de pacte (E/1681, Annexe 1,) les observations des Gouvernements au sujet de ce texte.

31. On trouvera également dans le document E/1681, à propos de l'article 43, les amendements proposés à la clause fédérale lors de la sixième session de la Commission.

DEUXIEME PARTIE

La clause coloniale*

32. La question de l'application de conventions aux territoires non autonomes a fait l'objet de débats prolongés au sein de l'Organisation des Nations Unies, et des dispositions à cet effet ont été insérées dans un certain nombre de conventions adoptées par les organes des Nations Unies. En conséquence, la deuxième partie du présent Rapport comprend une étude d'ensemble de la pratique suivie par les Nations Unies (Sections A, B et C) et des débats (Section D) concernant la clause coloniale, ainsi qu'une note contenant les références aux débats relatifs à cette clause qui ont eu lieu dans le cadre de l'examen du projet de pacte des droits de l'homme (Section E).

33. En ce qui concerne la pratique suivie par les Nations Unies, la présente étude porte sur les conventions et protocoles approuvés par l'Assemblée générale, ou élaborés par des organes ou des conférences des Nations Unies, ou encore contenus dans les actes constitutifs des institutions spécialisées.

34. La présente partie est divisée comme suit:

A. Textes des clauses coloniales que contiennent les Conventions adoptées par les organes des Nations Unies. Ces clauses, aux termes desquelles les Etats métropolitains ont un pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne l'application des conventions aux territoires non autonomes, se subdivisent comme suit:

1. Clauses coloniales prévoyant l'application facultative de la convention aux territoires que les Etats contractants représentent sur le plan international. Aux termes d'une clause de ce type, une convention ne s'applique aux territoires non autonomes que si l'Etat métropolitain décide d'étendre l'application de la convention à l'ensemble ou à tels de ces territoires.

Aux termes de cette clause, les Etats contractants ne sont pas tenus d'appliquer la convention à leurs territoires non autonomes; toutefois, il convient de souligner qu'à titre de compromis entre partisans et adversaires de la clause coloniale, certaines conventions (par exemple le projet de convention

* Aux fins du présent Rapport, on entend par clause coloniale une clause par laquelle un Etat a le droit d'étendre ou non l'application de la convention ou autre instrument international auquel il est partie à l'ensemble ou à l'un des territoires que cet Etat représente sur le plan international.

sur la transmission internationale des informations et sur le droit de rectification (Section A (1), 5), le projet de convention concernant le statut des réfugiés (Section A (1), 6), la convention sur la circulation routière (Section A (1), 10)) comprenant des dispositions aux termes desquelles les Etats contractants s'engagent à prendre, dès que possible, les mesures nécessaires pour étendre le champ d'application de ces conventions aux territoires que cet Etat représente sur le plan international, sous réserve de l'assentiment du gouvernement de ces territoires si cet assentiment est nécessaire pour des raisons d'ordre constitutionnel. En outre, à plusieurs reprises, l'Assemblée générale a adopté des résolutions demandant instamment aux Etats contractants d'étendre aux territoires non autonomes le champ d'application de conventions et, s'il n'en était pas ainsi fait, d'exposer pour quelles raisons ils n'ont pas pris les mesures nécessaires (cf. par exemple la résolution 211 (III) de l'Assemblée générale, approuvant le Protocole plaçant sous contrôle international certaines drogues non visées par la Convention du 13 juillet 1931, la résolution 277 (III) C approuvant le Projet de convention sur la transmission internationale des informations et le droit de rectification. Une recommandation analogue, bien que formulée de manière un peu différente, est également contenue dans la résolution 260 (III) C de l'Assemblée générale, en ce qui concerne la Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide.

2. Clauses coloniales prévoyant l'exclusion facultative, du champ d'application de la convention, des territoires que les Etats contractants représentent sur le plan international. Aux termes d'une clause de cet ordre, une convention s'applique aux territoires non autonomes, à moins que l'Etat métropolitain ne décide de ne pas appliquer la convention dans l'ensemble ou dans l'un quelconque de ces territoires.

B. Conventions ne contenant pas de clause coloniale ou qui doivent, en vertu d'une clause expresse, être ipso facto appliquées dans les territoires non autonomes. Cette section, qui traite de conventions aux termes desquelles aucun pouvoir discrétionnaire n'est accordé aux Etats métropolitains en ce qui concerne l'application de ces conventions aux territoires non autonomes, se subdivise comme suit:

(1) Conventions ne faisant pas mention de leur application aux territoires non autonomes. On peut noter à ce propos que la Convention de 1921 pour la répression de la traite des femmes et des enfants, la Convention de 1933 relative à la répression de la traite des femmes majeures, et la Convention de 1923 pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes (voir Section B (1), (2 et 3) contenait primitivement une clause coloniale, qui permettait aux Etats contractants d'exclure les territoires non autonomes du champ d'application de ces conventions. Cette clause fut supprimée par l'Assemblée générale lorsque les fonctions de la Société des Nations en ce qui concerne ces conventions furent transférées aux Nations Unies, et les conventions furent amendées par les protocoles approuvés par la résolution 126 (II) de l'Assemblée générale. Les débats qui se sont déroulés au sein de l'Assemblée générale font ressortir que, de l'avis des représentants qui y ont participé, la suppression de la clause coloniale signifiait que les Conventions en question s'appliqueraient à tous les territoires que les Etats contractants représentaient sur le plan international. (voir ci-dessous résumé des débats, Section D, paragraphe 38 (a)).

(2) Conventions applicables sans condition dans les territoires que les Etats contractants représentent sur le plan international. Aux termes des conventions de cette catégorie, il est expressément stipulé que les territoires non autonomes sont compris dans le champ d'application de la convention.

C. Clauses relatives aux territoires non autonomes dans la Constitution de l'Organisation internationale du travail. La Constitution de l'OIT ne contenant aucune disposition en ce qui concerne son application aux territoires placés sous la dépendance des Etats membres, elle devrait de ce fait figurer dans la Section B ci-dessus. Toutefois, on y trouve une clause complexe qui régit l'application des conventions ratifiées par les Etats membres aux Territoires non métropolitains qu'ils représentent sur le plan international*.

* Voir dans la première partie, paragraphes 7 et 8, l'étude du système des conventions dans le cadre de la Constitution de l'OIT.

Bien que le principe de l'application non facultative de ces conventions à ces territoires soit énoncé, des exceptions sont prévues, et des dispositions spéciales sont prises compte tenu des conditions locales et lorsque la question qui fait l'objet de la convention rentre dans le cadre de la compétence propre des autorités du territoire. Ainsi, la méthode adoptée dans la Constitution de l'OIT en ce qui concerne les territoires non autonomes peut être considérée comme intermédiaire entre celles qui sont décrites dans les sections A et B.

D. Résumé des débats de l'Assemblée générale relatifs à la clause coloniale.

Ce résumé qui ne prétend pas être complet, se borne à faire état des principes exposés par les représentants des divers Etats Membres en faveur de la clause coloniale ou contre elle.

E. Références aux débats portant sur la clause coloniale, en ce qui concerne le projet de pacte des droits de l'homme. Cette section résume à grands traits les débats auxquels a donné lieu la clause coloniale au sein des Nations Unies à propos du projet de convention des droits de l'homme.

SECTION A

35. Textes des clauses coloniales que contiennent les conventions adoptées par les organes des Nations Unies

- (1) Clauses coloniales prévoyant l'application facultative de la Convention aux territoires dont les Etats contractants assurent les relations extérieures.^{*}

Convention

1. Protocole plaçant sous contrôle international certaines drogues non visées par la convention du 13 juillet 1931 pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, amendée par le Protocole signé à Lake Success le 11 décembre 1946 (résolution 211 (III) de l'Assemblée Générale).

Texte de la clause

Article 8 :

Tout Etat, lors de la signature ou du dépôt de son instrument formel d'acceptation, ou à n'importe quelle date ultérieure, peut déclarer, par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, que le champ d'application du présent Protocole s'étend à tout ou partie de territoires qu'il représente sur le plan international, et le présent Protocole s'appliquera au territoire ou aux territoires mentionnés dans la notification, à dater du trentième jour après réception de cette notification par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

* L'article 8 de la Constitution de l'Organisation mondiale de la santé contient une disposition analogue à cette clause coloniale; aux termes de cette disposition, les territoires n'ayant pas la responsabilité de la conduite de leurs relations internationales peuvent être admis en qualité de membres associés sur la demande faite par l'Etat Membre ayant la responsabilité de la conduite de leurs relations internationales.

2. Protocole amendant l'arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches, signé à Paris le 18 mai 1904 et la Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches, signée à Paris le 4 mai 1910 (Résolution 256 (III) de l'Assemblée Générale)

Annexe au Protocole. Premier paragraphe amendé de l'article 11 de la Convention de 1910.

"Si un Etat contractant désire la mise en vigueur de la présente Convention dans une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en enverra copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et à tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies et les avisera en même temps de la date du dépôt."

Cinquième paragraphe amendé de l'article 11 de la Convention de 1910 :

"La dénonciation de la Convention par un des Etats contractants pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, s'effectuera dans les formes et conditions déterminées au premier alinéa du présent article. Elle portera effet douze mois après la date du dépôt de l'acte de dénonciation dans les archives de l'Organisation des Nations Unies".

3. Protocole amendant l'arrangement relatif à la répression de la circulation des publications obscènes, signé à Paris le 4 mai 1910 (Résolution 256 (III) de l'Assemblée Générale).

4. Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Résolution 260 (III) de l'Assemblée Générale)

5. Projet de Convention relative à la transmission internationale des informations et au droit de rectification
[1 (Résolution 277 (III) de l'Assemblée Générale).

Amendements analogues à l'article 7 de la Convention de 1910, comme au paragraphe 2 ci-dessus.

Article XII.

Toute Partie contractante pourra, à tout moment, par notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies, étendre l'application de la présente Convention à tous les territoires ou à l'un quelconque des territoires dont elle dirige des relations extérieures.

Article XVIII.

1. Tout Etat pourra au moment de la signature ou à tout moment ultérieur, déclarer, par notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies, que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. La présente Convention s'appliquera au territoire ou aux territoires désignés dans la notification à partir du trentième jour qui suit la date à laquelle le Secrétaire général des Nations Unies aura reçu la notification.

[1 Cette Convention n'est pas encore ouverte à la signature ou à l'adhésion.

2. Chaque Etat contractant s'engage à prendre aussitôt que possible toute mesure nécessaire afin d'aboutir à l'application de la présente Convention auxdits territoires, sous réserve, le cas échéant, de l'assentiment des gouvernements de ces territoires qui serait requis pour des raisons constitutionnelles.

3. Le Secrétaire général des Nations Unies communiquera aux Etats mentionnés dans l'Article XV paragraphe 1, la présente Convention pour transmission aux autorités responsables :

- a) De tout territoire autonome qu'ils administreraient ;
- b) De tout territoire qui serait placé sous leur tutelle;
- c) De tout autre territoire non métropolitain qu'ils représenteraient sur le plan international."

6. Projet de Convention relative au statut des réfugiés [1 (Document E/AC.32/L.38)

L'article 35 contient des dispositions analogues à celles du paragraphe 5 ci-dessus.

[1 Ce projet de convention a été élaboré par un Comité spécial du Conseil économique et social conformément à la résolution 248 B (IX) du Conseil. Il n'a pas encore fait l'objet d'un examen de la part du Conseil ou de l'Assemblée générale.

7. Convention postale universelle,
signée le 5 juillet 1947 et entrée
en vigueur le 1er juillet 1948.

Article 9 :

Application de la Convention aux colo-
nies, protectorats, etc.

1. Toute Partie contractante peut déclarer, soit au moment de sa signature, de sa ratification ou de son adhésion, soit ultérieurement, que l'acceptation par elle de la présente Convention comprend toutes ses Colonies, tous ses Territoires d'outre-mer, Protectorats ou Territoires sous suzeraineté ou sous mandat ou certains d'entre eux seulement. Ladite déclaration, à moins qu'elle ne soit faite au moment de la signature de la Convention, devra être adressée au Gouvernement de la Confédération Suisse.

2. La Convention ne s'appliquera qu'aux Colonies, Territoires d'outre-mer, Protectorats ou Territoires sous suzeraineté ou sous mandat au nom desquels des déclarations auront été faites en vertu du paragraphe 1.

3. Toute Partie contractante peut en tout temps adresser au Gouvernement de la Confédération Suisse une notification en vue de dénoncer l'application de la Convention à toute Colonie, tout territoire d'outre-mer, Protectorat ou Territoire sous suzeraineté ou sous mandat au nom duquel cette Partie a fait une déclaration en vertu du paragraphe 1. Cette modification produira

ses effets un an après la date de sa réception par le Gouvernement de la Confédération Suisse.

4. Le Gouvernement de la Confédération Suisse communiquera à toutes les Parties contractantes copie de chaque déclaration ou notification reçue en vertu des paragraphes 1 à 3.

5. Les dispositions du présent article ne s'appliquent à aucune Colonie, aucun Territoire d'outre-mer, aucun Protectorat ou Territoire sous suzeraineté ou sous mandat qui figure dans le préambule de la Convention.

8. Convention internationale des télécommunications, signée le 2 octobre 1947 et entrée en vigueur le 1er janvier 1949.

Article 18 :

Application de la Convention aux pays ou territoires dont les relations extérieures sont assurées par des membres de l'Union.

1. Les membres de l'Union peuvent en tout temps déclarer que la présente Convention est applicable à l'ensemble, à un groupe, ou à un seul des pays ou territoires dont ils assurent les relations extérieures.

2. Toute déclaration faite conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article est adressée au secrétaire général de l'Union qui la notifie aux Membres et aux Membres associés.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne sont pas obligatoires pour les pays, territoires ou groupes de territoires énumérés dans l'annexe 1 à la présente Convention.

Article 19 :

Application de la Convention aux
Territoires sous tutelle des
Nations Unies

Les Nations Unies peuvent adhérer à la présente Convention au nom d'un territoire ou groupe de territoires confiés à leur administration et faisant l'objet d'un accord de tutelle conformément à l'article 75 de la Charte des Nations Unies.

Article 58. Territoires.

9. Convention sur la création d'une organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, préparée par la Conférence maritime des Nations Unies et ouverte à la signature le 6 mars 1948

a) Les membres peuvent à tout moment déclarer que leur participation à la Convention entraîne celle de l'ensemble, d'un groupe ou d'un seul des territoires dont ils assurent les relations internationales.

b) La présente Convention ne s'applique aux territoires dont les membres assurent les relations internationales que si une déclaration à cet effet a été faite en leur nom conformément aux dispositions du paragraphe a) du présent article.

c) Toute déclaration faite conformément au paragraphe a) du présent article est communiquée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, lequel en envoie copie à tous les Etats invités à la Conférence maritime des Nations Unies ainsi qu'à tous autres Etats qui seront devenus Membres.

d) Dans les cas où, en vertu d'un accord de tutelle, l'Organisation des Nations Unies est l'Autorité chargée de l'administration de certains territoires, l'Organisation des Nations Unies peut accepter la Convention au nom de l'un, de plusieurs ou de la totalité de ses Territoires sous tutelle conformément à la procédure indiquée à l'Article 57.

Article 28 :

10. Convention sur la signalisation routière, préparée et ouverte à la signature par la Conférence des Nations Unies sur les transports routiers et transports automobiles le 17 septembre 1949.

1. Tout Etat pourra, lors de la signature, de la ratification ou de l'adhésion ou à tout autre moment, par la suite, déclarer

par notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies, que les dispositions de la présente Convention seront applicables à tout territoire dont il assure les relations internationales. Ces dispositions deviendront applicables dans le ou les territoires désignés dans la notification, trente jours après la date à laquelle le Secrétaire général aura reçu ladite notification, ou, si la Convention n'est pas alors entrée en vigueur, au moment de son entrée en vigueur.

2. Lorsque les circonstances le permettent, tout Etat contractant s'engage à prendre le plus tôt possible les mesures nécessaires pour étendre l'application de la présente Convention aux territoires dont il assure les relations internationales, sous réserve, si des raisons constitutionnelles l'exigent, du consentement des gouvernements de ces territoires.

3. Tout Etat qui a fait une déclaration conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article concernant l'application de la présente Convention à un territoire dont il assure les relations internationales, pourra, par la suite, déclarer à tout moment, par notification adressée au Secrétaire général, que la présente Convention cessera d'être applicable au territoire désigné dans la notification. Un an à partir de la date de la notification, la Convention cessera d'être applicable au territoire visé.

2. Clauses coloniales prévoyant l'exclusion facultative du champ d'application de la Convention des territoires dont les Etats contractants dirigent les relations extérieures.

Convention

1. Protocole amendant la Convention internationale concernant les statistiques économiques, signée à Genève le 14 décembre 1928 (résolution 255 (III) de l'Assemblée Générale).

Texte de la Clause

Article 11 amendé de la Convention de 1928 :

"Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion que, par son acceptation de la présente Convention, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats territoires d'outre-mer ou tous Territoires sous tutelle qu'elle est chargée d'administrer ; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration.

"Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'elle entend rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la Convention s'appliquera aux territoires visés dans la notification un an après la réception de cette notification par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

"Chacune des Hautes Parties contractantes peut, à tout moment après l'expiration du délai de cinq ans mentionné à l'article 16, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente Convention à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou tous Territoires sous tutelle qu'elle est chargée d'administrer ; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration, six mois après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. "Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies communiquera à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats non membres auxquels il aura fait parvenir un exemplaire de la présente Convention, les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article."

Article 13, paragraphe 3 :

2. Convention concernant la déclaration de décès de personnes disparues, adoptée et ouverte à l'adhésion par la Conférence des Nations Unies sur la déclaration de décès des personnes disparues, le 6 avril 1950.

3. Au sens de la présente Convention, le terme "Etat" comprend également les territoires placés sous la responsabilité internationale de chaque Etat contractant, sauf si l'Etat intéressé a stipulé au moment de l'adhésion que cette Convention ne s'applique pas à certains de ces territoires. Tout Etat qui fait une telle stipulation peut ultérieurement, en adressant une notification au Secrétaire général, étendre l'application de la Convention à tous les territoires ainsi exclus ou à l'un quelconque d'entre eux.

SECTION B

36. Conventions qui ne contiennent pas de clause coloniale ou qui doivent en vertu d'une clause expresse, être ipso facto appliquées dans les territoires non autonomes.

(1) Convention où il n'est pas fait mention de leur application aux territoires non autonomes^(*) :

1. Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies (Résolution 13 (I) de l'Assemblée Générale).

2. Projet de protocole amendant la Convention pour la répression de la traite des femmes et les enfants, conclue à Genève, le 30 septembre 1921, et la Convention relative à la répression de la traite des femmes majeures, conclue à Genève, le 11 octobre 1933 (Résolution 126 (II) de l'Assemblée Générale).

3. Projet de protocole amendant la Convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, ouverte à la signature à Genève, le 12 septembre 1926 (Résolution de l'Assemblée Générale No 126 (II)).

4. Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées (Résolution 179 (II) de l'Assemblée Générale).

5. Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, signé et entré en vigueur le 16 octobre 1945.

6. Constitution de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, signé le 16 novembre 1945 et entrée en vigueur le 4 novembre 1946.

7. Constitution de l'Organisation internationale pour les réfugiés, approuvée par la Résolution 62 (I) de l'Assemblée Générale du 15 décembre 1946 et entrée en vigueur le 20 août 1948.

*) L'on trouvera ci-dessus, au paragraphe 34 B un exposé des incidences de la suppression des clauses coloniales.

- (2) Conventions qui doivent, en vertu d'une clause expresse, être ipso facto appliquées dans les Territoires que les Etats contractant représentent sur le plan international.

<u>Convention</u>	<u>Texte de la clause</u>
1. Convention pour la répression et l'abolition de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui (Résolution 317 (IV) de l'Assemblée Générale)	<u>Article 23</u>Aux fins de la présente Convention, le mot "Etat" désignera également toutes les colonies et Territoires sous tutelle dépendant de l'Etat qui signe ou ratifie la Convention, ou y adhère, ainsi que tous les territoires que cet Etat représente sur le plan international.
2. Articles de l'Accord relatif au Fonds monétaire international, signé et entré en vigueur le 27 décembre 1945.	<u>Article XX, section 2 (g) :</u> En apposant leur signature au présent Accord, tous les Gouvernements l'acceptent, tant en leur nom propre qu'au regard de toutes leurs colonies, possessions extérieures, territoires sous leur protection, souveraineté ou autorité, et de tous les territoires sur lesquels ils exercent un mandat.
3. Statuts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, signés et entrés en vigueur le 27 décembre 1945.	<u>Article XI, section 2 (g) :</u> Même disposition qu'au paragraphe 2 ci-dessus.

SECTION C

37. Clauses concernant les territoires non autonomes dans la Constitution de l'Organisation internationale du travail.

Conventions

Constitution de l'Organisation internationale du travail, adoptée le 9 octobre 1946 et entrée en vigueur le 20 août 1948.

Texte de la clause

Article 35

1. Les Membres s'engagent à appliquer les conventions qu'ils auront ratifiées, conformément aux dispositions de la présente Constitution, aux territoires non métropolitains dont ils assurent les relations internationales, y compris tous territoires sous tutelle pour lesquels ils seraient l'autorité chargée de l'administration, à moins que les questions traitées par la convention ne rentrent dans le cadre de la compétence propre des autorités du territoire ou que la convention ne soit rendue inapplicable par les conditions locales, ou sous réserve des modifications qui seraient nécessaires pour adapter les conventions aux conditions locales.

2. Chaque Membre qui ratifie une convention doit, dans le plus bref délai possible après sa ratification, communiquer au Directeur général du Bureau international du travail une déclaration faisant connaître, en ce qui concerne les territoires autres que ceux dont il s'agit aux paragraphes 4 et 5 ci-dessous, dans quelle mesure il s'engage à ce que les dispositions de la convention soient appliquées, et donnant

Convention

Article 35 (suite)

tous les renseignements prescrits par ladite convention.

3. Chaque Membre qui aura communiqué une déclaration en vertu du paragraphe précédent pourra périodiquement communiquer, conformément aux termes de la convention, une nouvelle déclaration modifiant les termes de toute déclaration antérieure et faisant connaître la situation concernant les territoires visés au paragraphe ci-dessus.

4. Lorsque les questions traitées par la convention entrent dans le cadre de la compétence propre des autorités d'un territoire non métropolitain, le Membre responsable des relations internationales de ce territoire devra communiquer dans le plus bref délai possible la convention au gouvernement dudit territoire, afin que ce gouvernement puisse promulguer une législation ou prendre d'autres mesures. Par la suite, le Membre, en accord avec le gouvernement de ce territoire, pourra communiquer au Directeur général du Bureau international du Travail une déclaration d'acceptation des obligations de la convention au nom de ce territoire.

5. Une déclaration d'acceptation des obligations d'une convention peut être communiquée au Directeur général du Bureau international du Travail :

Conventions

Article 35 (suite)

- a) par deux ou plusieurs Membres de l'Organisation pour un territoire placé sous leur autorité conjointe ;
- b) par toute autorité internationale responsable de l'administration d'un territoire en vertu des dispositions de la Charte des Nations unies ou de toute autre disposition en vigueur, à l'égard de ce territoire.

6. L'acceptation des obligations d'une convention en vertu des paragraphes 4 ou 5 devra comporter l'acceptation, au nom du territoire intéressé, des obligations découlant des termes de la convention et des obligations qui, aux termes de la Constitution de l'Organisation, s'appliquent aux conventions ratifiées. Toute déclaration d'acceptation peut spécifier les modifications aux dispositions de la convention qui seraient nécessaires pour adapter la convention aux conditions locales.

7. Chaque Membre ou autorité internationale qui aura communiqué une déclaration en vertu des paragraphes 4 ou 5 du présent article pourra périodiquement communiquer, conformément aux termes de la convention, une nouvelle déclaration modifiant les termes de toute déclaration antérieure ou

Conventions

Article 35 (suite)

dénonçant l'acceptation des obligations de toute convention au nom du territoire intéressé.

8. Si les obligations d'une convention ne sont pas acceptées au nom d'un territoire visé par les paragraphes 4 ou 5 du présent article, le Membre ou les Membres ou l'autorité internationale feront rapport au Directeur général du Bureau international du Travail sur la législation et la pratique de ce territoire à l'égard des questions traitées dans la convention, et le rapport montrera dans quelle mesure il aura été ou sera donné effet à toute disposition de la convention, par la législation, les mesures administratives, les contrats collectifs ou toutes autres mesures, et le rapport déclarera de plus les difficultés qui empêchent ou retardent l'acceptation de cette convention.

SECTION D

Résumé des débats de l'Assemblée générale concernant la clause coloniale

38. La clause coloniale a fait l'objet de débats fréquents au sein des divers organismes des Nations Unies. La présente section ne contient qu'un résumé des principales considérations exposées à ce sujet aux sessions de l'Assemblée générale à propos des Conventions mentionnées ci-après :

- a) Transfert à l'Organisation des Nations Unies des fonctions et pouvoirs exercés par la Société des Nations en vertu de la Convention internationale du 30 septembre 1921 sur la traite des femmes et des enfants, de la Convention du 11 octobre 1933 sur la traite des femmes majeures et de la Convention du 12 septembre 1923 sur le trafic des publications obscènes. (résolution 126 (II) de l'Assemblée générale)

Au cours de l'examen de ce point par la Troisième Commission, le représentant de l'URSS proposa de supprimer dans les Conventions internationales en question les clauses coloniales en vertu desquelles les Etats contractants étaient autorisés à soustraire les territoires non autonomes à l'application des Conventions. La Troisième Commission adopta la proposition de l'URSS, malgré l'objection des représentants des Pays-Bas et du Royaume-Uni (documents officiels de la deuxième session de l'Assemblée générale, Troisième Commission, 63ème séance).

La question de la suppression de la clause coloniale a fait l'objet de débats assez prolongés au mois d'octobre 1947, lors de la session de l'Assemblée générale. (Documents officiels de la deuxième session de l'Assemblée générale, 96ème et 97ème séances plénières).

Le représentant du Royaume-Uni s'opposa à la suppression de la clause coloniale pour les raisons ci-après énoncées :

- 1) Il est normal et habituel d'insérer une telle clause dans les Conventions de caractère non politique, aucune raison ne justifie qu'on s'écarte sur ce point de la procédure traditionnelle en matière de traités.
- 2) La suppression de la clause coloniale est "tout à fait préjudiciable au développement progressif du Gouvernement autonome constitutionnel des

territoires dits coloniaux". Cette clause permet aux colonies "de faire connaître au Gouvernement métropolitain..., par l'intermédiaire de leur propre gouvernement ou de leur propre corps législatif, qu'elles désirent adhérer à la Convention et qu'elles ont apporté à leurs textes législatifs ou administratifs les modifications voulues".

- 3) L'absence de clause coloniale entraînerait des retards dans l'adhésion des puissances coloniales aux Conventions internationales. En d'autres termes, la clause coloniale "a permis à la puissance coloniale d'adhérer immédiatement à des Conventions" en ce qui concerne son territoire métropolitain, et ultérieurement, après consultation avec les territoires coloniaux, au nom de chacune des colonies dans les conditions et au moment où ces territoires sont en mesure d'adhérer.
- 4) Le fait est que dans chacune des colonies britanniques, il y a un gouvernement colonial qui jouit dans une mesure plus ou moins grande de l'autonomie sur le plan local, sinon de l'indépendance. Le Parlement britannique ne légifère pas pour les colonies bien qu'il les représente dans les relations extérieures. Il ne prend donc généralement aucun engagement au nom des colonies en ce qui concerne une Convention ou un traité quelconque, sans avoir consulté le gouvernement local. La clause coloniale permet de procéder à ces consultations avec les autorités locales postérieurement à la signature du traité ou de la Convention au nom de la puissance coloniale.
- 5) Cette procédure et ce respect de l'autonomie locale sont conformes à la Charte des Nations Unies.
- 6) La Constitution de l'OIT a été révisée spécialement pour tenir compte de ce problème constitutionnel par l'insertion d'une clause coloniale pertinente.

En revanche, la délégation de l'URSS contesta l'argumentation du représentant du Royaume-Uni en déclarant notamment qu'il ne fait pas de doute que les puissances coloniales possèdent l'autorité pour prendre des engagements au nom de leurs territoires coloniaux en ce qui concerne une convention quelconque.

Le représentant du Pakistan, se prononçant contre la clause coloniale, déclara que les échanges de vues avec les colonies étaient inutiles; en effet, ou bien les colonies jouissent de l'autonomie, et dans ce cas elles peuvent prendre leurs décisions elles-mêmes; ou bien le Gouvernement colonial est désigné par les puissances coloniales, et dans ce cas les échanges de vues ne constituent qu'une imposture. Puisque ces conventions ont pour objectif l'intérêt de l'humanité, il n'y a pas de raison que les puissances coloniales n'y adhèrent pas au nom de leurs colonies. Le représentant du Pakistan souligna également que l'absence de la clause coloniale n'empêche pas ces consultations.

A la fin des débats, l'Assemblée générale a rejeté l'amendement britannique et décidé de supprimer la clause coloniale des conventions.

- b) Protocole plaçant sous contrôle international certaines drogues non visées par la Convention du 13 septembre 1931 pour limiter la fabrication et régler la distribution des stupéfiants, amendée par le protocole signé à Lake Success le 11 décembre 1946 (résolution 211 (III A) de l'Assemblée générale)

Au cours des débats de la Troisième Commission (documents officiels de la Troisième session de l'Assemblée générale, 1ère partie, Troisième Commission, 86e, 87e et 88èmes séances), le représentant de l'URSS s'efforça de faire supprimer la clause coloniale qui figurait dans le projet en question. A cette occasion, la délégation de l'URSS prétendit notamment que la clause coloniale servait d'échappatoire aux puissances coloniales et leur permettait de maintenir sous leur loi les territoires situés en dehors de la zone métropolitaine. Le contrôle des stupéfiants est en fait tout particulièrement nécessaire dans les territoires coloniaux; si les Nations Unies veulent sincèrement attaquer le mal, il faut au moins que les mesures qu'elles adoptent soient appliquées de manière égale pour tous. Le représentant du Royaume-Uni, qui s'était prononcé en faveur de l'insertion de la clause coloniale reconnut lui aussi qu'il était important d'étendre aux colonies les avantages du Protocole; mais il rejeta certains des arguments résumés ci-dessus. D'autre part, un porte-parole des

Etats-Unis déclara que ce pays appliquerait le Protocole conformément à sa pratique habituelle dans les territoires qu'il représente sur le plan international. Le représentant de l'Argentine déclara qu'il ne s'agissait pas d'imposer une décision aux colonies, mais d'appliquer le Protocole à ces territoires de manière à les faire profiter de ses avantages. Le représentant de la France déclara que le Gouvernement français s'engagerait, en signant le Protocole, à l'appliquer à tous les territoires dont il a la responsabilité et prendrait les mesures nécessaires pour donner effet à ses décisions.

La clause coloniale fut à nouveau l'objet de débats à ce propos lors de la session plénière de l'Assemblée générale (Documents officiels de la Troisième session de l'Assemblée générale, Première partie, 149e et 150ème séances plénières). Aucun argument nouveau ne fut présenté au cours de ces débats. Une clause coloniale fut maintenue dans le Protocole approuvé par l'Assemblée générale (voir ci-dessus la section A (1) 1.).

- c) Protocole amendant la Convention internationale concernant les statistiques économiques, signée à Genève le 14 décembre 1928. (Résolution 285 (III) de l'Assemblée générale). La clause coloniale relative à cette Convention a fait l'objet de débats à la Sixième Commission (Documents officiels de la Troisième Session de l'Assemblée générale, Première partie, Sixième commission, 88ème, 90ème et 91ème séances). Outre les arguments précédemment utilisés sur cette question, les considérations ci-dessous ont été exposées.

En faveur de la clause coloniale

1) Le représentant de la France déclara que la Charte de l'Union française envisage pour chaque territoire un statut particulier. La France ne peut donc signer de dispositions d'ordre général à moins qu'il ne soit possible de les adapter à des statuts spéciaux. Il est donc essentiel de maintenir la clause coloniale. La législation internationale qu'il sera proposé d'adopter pourrait affecter les territoires français d'outre mer autrement que la France métropolitaine, et celle-ci doit tenir compte des intérêts de chacun des territoires de l'Union française. Dans le cas de

territoires qui jouissent d'une administration autonome, la France doit agir avec prudence avant de les faire participer à des accords internationaux. Même lorsqu'elle a le droit formel de le faire, la France a le devoir moral de prendre en considération les intérêts de ces territoires.

2) Le représentant du Royaume-Uni exposa qu'il était contraire au régime d'administration coloniale adopté par son pays d'user pour imposer l'adhésion des colonies à une convention internationale, du droit de faire opposition dont il dispose; aussi la seule méthode que l'on puisse employer à cette fin est-elle celle de la persuasion. Le Gouvernement du Royaume-Uni n'est pas en mesure de consulter des centaines d'organes d'administration coloniale au sujet de l'adhésion à une convention internationale avant qu'un texte ait été établi d'un commun accord, c'est-à-dire avant que la convention ait été élaborée. C'est uniquement pour cette raison que le Royaume-Uni tient à maintenir la clause relative aux colonies qui, d'ailleurs, n'empêche pas celles-ci de participer à une convention internationale mais qui fait que cette participation n'est pas automatique. Il n'est pas de raison de priver les territoires coloniaux du droit de décider par eux-mêmes. Ce serait vraiment là ouvrir la voie à l'exploitation coloniale.

3) Le représentant du Royaume-Uni fit également remarquer qu'il ne s'agit pas de savoir si les gouvernements coloniaux ont atteint le stade de la pleine autonomie ou s'ils sont encore non autonomes. Il y a bien des stades intermédiaires. La clause coloniale est le seul moyen qui permette de faire face à la situation qui existe dans les colonies britanniques. Le représentant du Royaume-Uni déclara également que la clause coloniale est en fait conforme au véritable esprit de la Charte des Nations Unies, puisqu'elle encourage l'autonomie dans les colonies.

Contre la clause coloniale

1) Le représentant de Haïti déclara que la clause coloniale permettait aux puissances administrantes de ne pas fournir de statistiques sur leurs territoires coloniaux et leurs territoires sous tutelle, ce qui réduit ainsi la valeur des statistiques, qui demeurent incomplètes.

Les colonies n'ont pas d'autre volonté que celle de puissances administrantes ou métropolitaines et rien par conséquent n'empêcherait celles-ci d'assumer en leur nom des obligations d'ordre international.

2) Appuyé par le représentant de la Pologne, le représentant de Haïti déclara également que la clause coloniale était contraire à l'esprit de la Charte de l'Atlantique.

3) Le représentant de la Pologne avança que la clause coloniale donnait en fait aux puissances coloniales et aux autorités chargées de l'administration le droit de régler de leur propre chef des questions relatives aux colonies et aux territoires sous tutelle.

Lorsque ce point fut étudié en session plénière de l'Assemblée générale (Documents officiels de l'Assemblée générale, première partie, 160ème séance plénière) la clause coloniale n'entraîna pour ainsi dire aucun débat, et fut maintenue par l'Assemblée générale (voir section A (2), 1, ci-dessus).

- d) Transfert à l'Organisation des Nations Unies des fonctions exercées par le gouvernement français en vertu de l'Arrangement international du 18 mai 1904 et de la Convention internationale du 4 mai 1910 relatifs à la répression de la traite des blanches, ainsi que de l'Arrangement du 4 mai 1910 relatif à la répression de la circulation des publications obscènes. (Résolution 256 (III) de l'Assemblée générale).

Un débat sur la clause coloniale s'engagea aux mois de novembre et décembre 1948 tant à la Sixième commission (Documents officiels de la Troisième session de l'Assemblée générale, Première Partie, Sixième commission, 111ème séance) qu'à la session plénière de l'Assemblée (Documents officiels de l'Assemblée générale, Troisième session, Première partie, 169ème séance plénière). Aucun argument nouveau ne fut présenté soit en faveur de la clause coloniale, soit contre elle, si ce n'est celui qu'avança le représentant de l'URSS, qui fit valoir en séance plénière qu'il était illogique de déclarer que les colonies devaient être consultées, car il est notoire qu'aucune consultation n'est nécessaire lorsque les

Puissances coloniales ne souhaitent pas appliquer la convention aux territoires coloniaux. La clause coloniale fut maintenue dans les protocoles approuvés par l'Assemblée générale (voir ci-dessus, Section A (1), 2 et 3).

e) Prévention et répression du crime de génocide

(Résolution 260 (III) de l'Assemblée générale). La question de la clause coloniale fut étudiée à propos de la Convention relative au génocide, aux mois de novembre et décembre 1948. (Documents officiels de la Troisième session de l'Assemblée générale, Première Partie, Sixième Commission, 107ème séance; Documents officiels de la Troisième session de l'Assemblée générale, Première partie, 178ème et 179ème séances plénières). La plupart des arguments déjà avancés furent repris. Une clause coloniale fut insérée dans la Convention. (Voir ci-dessus, section A (1), 4).

f) Projet de convention relatif à la transmission internationale des informations et au droit de rectification. (Résolution 277 (III) de l'Assemblée générale). Au cours de la discussion de la clause coloniale par la Troisième Commission (Documents officiels de la Troisième session de l'Assemblée générale, Deuxième partie, Troisième Commission, 204ème, 205ème, 226ème séances), le représentant du Royaume-Uni rappela que la Société des Nations avait accepté la clause coloniale. Le représentant de l'URSS fit observer qu'il n'était pas question de s'arrêter à des difficultés d'ordre constitutionnel lorsque la puissance administrante tenait à défendre ses propres intérêts. D'autre part, le représentant de l'Inde fit observer que tant que les puissances métropolitaines ne modifieraient pas leur attitude, il semblait inutile d'essayer d'adopter des dispositions plus radicales; en effet, les puissances métropolitaines refuseraient simplement d'adhérer aux conventions internationales.

Le projet de convention qui fut approuvé par l'Assemblée générale contenait une clause coloniale (Voir ci-dessus, Section A (1), 5).

g) Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui (Résolution 317 (IV) de l'Assemblée générale).

La Troisième Commission a procédé à une étude approfondie de la clause coloniale (Documents officiels de la Quatrième session de l'Assemblée générale, Troisième Commission, 246ème, 247ème 248ème séances). Plusieurs des arguments résumés ci-dessus y furent repris, tant en faveur de l'insertion de la clause coloniale que contre elle. D'autres arguments dont il est fait état ci-après ont été avancés au cours des débats :

En faveur de la clause coloniale :

- 1) Le représentant de la Nouvelle-Zélande souligna que le projet de convention préparé par la Commission des questions sociales comprenait une clause d'application aux colonies, considérée par la Commission comme particulièrement nécessaire puisqu'il s'agit d'un problème intéressant le droit criminel, car les tribunaux d'un certain nombre de territoires non autonomes sont compétents sur ce rapport à l'intérieur de leurs frontières.
- 2) La représentante du Royaume-Uni déclara qu'imposer à un territoire sous dépendance l'adhésion à une convention internationale sans consulter les organes de l'administration locale serait incompatible avec l'obligation assumée par les puissances métropolitaines aux termes de l'article 73 de la Charte, de développer chez les populations des territoires non autonomes, la capacité de s'administrer elles-mêmes. Si le Royaume-Uni ratifiait la Convention, il recommanderait naturellement aux territoires dont il a la charge d'agir de même, mais il ne les y contraindrait jamais.
- 3) La représentante des Etats-Unis se déclara favorable à la clause coloniale parce que le transfert progressif des responsabilités aux peuples non autonomes est essentiel à leur évolution, si l'on veut qu'ils parviennent ultimement à la liberté et à l'indépendance.
- 4) Le représentant de la France déclara que l'accord conclu entre les Nations Unies et diverses autorités chargées d'administrer des Territoires sous tutelle aux termes de l'article 73 de la Charte stipule qu'il appartient aux autorités chargées de l'administration de décider si les dispositions de certaines conventions internationales doivent être étendues aux territoires placés sous leur juridiction. L'insertion de la clause coloniale est donc conforme à la Charte des Nations Unies.

5) Le représentant des Pays-Bas jugea opportun de s'inspirer du précédent établi dans la Convention relative à la transmission internationale des informations et au droit de rectification, qui contient une clause d'application aux colonies analogue à la disposition insérée dans le projet en cours d'examen.

6) Le représentant de la Belgique déclara qu'on trouverait une justification au maintien de la clause coloniale dans l'alinéa (b) de l'article 73 de la Charte qui mentionne expressément les "conditions particulières de chaque territoire et de sa population et ... et leur degré variable de développement".

7) Le représentant du Liban expliqua pourquoi il avait voté contre l'application automatique de la Convention aux territoires non autonomes, en soulignant que les Nations Unies devraient s'efforcer de réduire les possibilités d'ingérence des métropoles dans les affaires intérieures de ces territoires.

Contre la clause coloniale :

1) Le représentant de la Pologne et le représentant de l'URSS déclarèrent que la Convention devrait être appliquée de manière toute particulière dans les territoires non autonomes, parce que c'est là que la traite des êtres humains est la plus florissante.

2) Le représentant de la Pologne déclara que l'exclusion des territoires non autonomes du champ d'application de la Convention tendrait à maintenir ces territoires dans un état de stagnation contraire aux dispositions des articles 73 et 76 de la Charte.

3) Le représentant des Philippines déclara que, malgré ce qui avait été dit au sujet du degré d'autonomie accordé aux peuples coloniaux, ces peuples ne disposent pas des moyens constitutionnels qui leur permettraient d'appliquer la Convention. Il incombe donc aux puissances métropolitaines d'appliquer la Convention et de veiller à faire disparaître complètement la prostitution dans leurs colonies.

4) Le représentant d'Israël déclara que l'Organisation des Nations Unies constituait une nouvelle forme de démocratie internationale, et qu'il ne suffisait pas d'invoquer les principes démocratiques pour justifier le refus d'appliquer aux territoires coloniaux une convention adoptée par les Nations Unies.

5) Le représentant de l'URSS déclara ne pas voir en quoi le précédent du maintien de la clause d'application coloniale dans la Convention relative à la transmission internationale des informations et au droit de rectification pouvait être valable dans le cas de la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui. Il ajouta que le précédent valable avait été fourni par l'Assemblée générale lorsqu'elle a supprimé cette clause dans sa résolution 126 (II) relative à deux conventions antérieures incorporées dans le projet en cours d'examen - la Convention de 1921 pour la répression de la traite des femmes et des enfants et la Convention de 1933 relative à la répression de la traite des femmes majeures.

A l'issue des débats, la Troisième Commission adopta un amendement de l'Ukraine aux termes duquel "le mot "Etat" doit désigner également toutes les colonies et Territoires sous tutelle de l'Etat qui signe ou ratifie la Convention ou y adhère, ainsi que tous les territoires que cet Etat représente sur le plan international".

La clause coloniale fit encore l'objet de débats à la 264ème séance plénière de l'Assemblée générale (Documents officiels de la quatrième Session de l'Assemblée générale - 264ème séance plénière). Partisans et adversaires de la clause coloniale reprirent les principaux arguments qu'ils avaient présentés à la Troisième Commission et dans les débats précédents sur cette question, mais ils n'en présentèrent pas de nouveaux. Un amendement présenté par le Royaume-Uni et tendant à réintroduire une clause coloniale fut rejeté et l'Assemblée générale approuva la version adoptée par la Troisième Commission en ce qui concerne l'application de la Convention aux territoires non autonomes (voir ci-dessus, Section B (2),1).

SECTION E

Références aux débats qui ont eu lieu lors de l'examen du projet de pacte des droits de l'homme, à propos de la clause coloniale.

En décembre 1947, le représentant du Royaume-Uni au "Groupe de travail de la convention des droits de l'homme" de la deuxième session de la Commission des droits de l'homme proposa d'insérer dans le projet de convention une clause coloniale (E/CN.4/AC.3/SR.8, 10 décembre 1947). Cette proposition fut adoptée avec des amendements et devint l'article 23 du "Projet de Charte internationale des droits de l'homme" soumis par le Groupe de travail à la Commission (E/CN.4/56, 11 décembre 1947) et l'article 25 du "Projet de pacte international des droits de l'homme" incorporé dans le rapport de la deuxième session de la Commission au Conseil (E/600).

La clause coloniale fit ensuite l'objet d'un examen lors de la deuxième session du Comité de rédaction de la Commission, aux mois de mai et juin 1948. Après des débats assez longs, la clause fut renvoyée à un Sous-comité de rédaction (E/CN.4/AC.1/SR.34) qui, comme le rappelle le représentant de l'Australie à la Commission (E/CN.4/AC.1/SR.43, page 10), l'amenda en s'inspirant du texte proposé par la Conférence des Nations Unies sur la liberté de l'information pour les conventions portant sur cette question (E/CONF.6/79). Le projet du sous-comité fut adopté (E/CN.4/AC.1/SR.43, page 13) et fut inséré dans le projet de pacte international des droits de l'homme préparé par le Comité de rédaction (E/CN.4/95 - Annexe B, article 25). Le Comité de rédaction décida également de transmettre à la Commission un autre texte proposé par le représentant de l'URSS, ainsi qu'une note expliquant que le Comité avait voté en faveur du premier de ces textes.

Une nouvelle étude de la clause coloniale proposée par le Comité de rédaction se fit au cours de la cinquième session de la Commission des droits de l'homme, en juin 1949; à l'issue de cette session, il fut décidé d'ajourner la décision sur l'article 25, et de transmettre aux gouvernements le projet qui avait été approuvé par le Comité de rédaction, ainsi que les propositions et amendements à cet article et le compte rendu des séances de la cinquième session de la Commission (E/CN.4/SR.129, page 24).

Au cours des débats sur le premier pacte international des droits de l'homme qui se déroulèrent à la sixième session de la Commission (mars - mai 1950), il fut décidé de transmettre au Conseil pour examen l'article 25 (actuel article 44), ainsi que les commentaires et les amendements y relatifs, sans que la Commission ait étudié cet article. On trouvera dans le rapport de la sixième session de la Commission des droits de l'homme (E/1681, pp. 63-64) les amendements proposés lors de la cinquième session, ainsi que les commentaires des gouvernements sur le rapport de la Commission.